

Communiqué de presse 15 février 2011

Ligne grande vitesse Paris-Normandie : un coût démesuré pour un projet étranger aux besoins quotidiens des usagers.

Le Comité de pilotage de la ligne grande vitesse Paris-Normandie doit annoncer aujourd'hui ses estimations du coût des différents scénarios du projet de ligne nouvelle. D'ores et déjà, il est admis que ces hypothèses devraient varier entre 7 et 12 milliards d'euros (M€). Les élus Europe Ecologie – Les Verts (EELV), évidemment favorables au développement du rail, rappellent en premier lieu un ordre de grandeur utile au débat : le coût moyen, estimé par RFF, de construction d'un kilomètre de LGV est de l'ordre de 20 millions d'euros (m€), alors que le coût moyen de modernisation d'un kilomètre de ligne sur le réseau secondaire est estimé à 1 million d'euros, soit un rapport de 1 à 20.

Pour les élus écologistes des trois régions concernées par le projet, Basse-Normandie, Haute-Normandie et lle-de-France, la mobilisation de tels moyens dans ce projet passe clairement à côté des enjeux urgents du transport ferroviaire.

Cécile Duflot, présidente du groupe Europe Ecologie – Les Verts au Conseil régional d'Ile-de-France, rappelle « la situation intenable vécue au quotidien par des millions de franciliens dépendants de transports collectifs dégradés par des années de sous-investissement. La priorité, pour la région lle-de-France, est de répondre à ce problème, pas de nourrir une nouvelle fuite en avant sur les lignes à grande vitesse, sur lesquelles la France a déjà beaucoup misé ces vingt dernières années, laissant son réseau secondaire à l'abandon. Les politiques de transport et d'aménagement du territoire doivent s'appuyer sur les besoins de vie quotidienne, sur les situations concrètes des usagers, pas sur la préférence des grands aménageurs pour les projets colossaux».

David Cormand, président du groupe EELV en Haute-Normandie, ajoute : « Il n'y a pour l'heure aucune hypothèse de financement crédible du projet. L'État, une fois passées les déclarations fracassantes du Président de la République au Havre, n'a rien dit depuis 2009! Et il n'a pas mis le moindre euro sur la table. Notre priorité : l'amélioration à court terme de l'existant, la réalisation du Mantois et le nœud ferroviaire sur la rive Gauche de l'Agglomération de Rouen afin de garantir au plus grand nombre des trains qui partent et arrivent à l'heure. Le « fantasme LGV » retarde d'autant les initiatives à prendre d'urgence. L'enjeu du rapprochement de la Normandie à Paris ne peut pas conduire à sacrifier encore les lignes intermédiaires. »

Pour Mickaël Marie, membre de la Commission Transports du Conseil régional de Basse-Normandie et président du groupe EELV, « il est temps de se concentrer sur ce qui pourra effectivement être fait.. En l'occurrence, les besoins sont clairs : à court terme, l'amélioration du service sur les lignes existantes (un cauchemar aujourd'hui sur Paris-Cherbourg et, plus encore, Paris-Granville!) ; à plus long terme, dans un contexte de pétrole plus cher, à la réhabilitation des lignes de proximité supprimées dans le passé. Et ça ne coûtera pas plus cher : les travaux préalables à la réouverture de la ligne entre Caen et Flers sont estimés entre 60 et 70 millions d'euros, soit 3 à 4 kms de LGV. »

David Cormand

président du groupe EELV au conseil régional de Haute-Normandie Cécile Duflot

présidente du groupe EELV au Conseil régional d'Ile-de-France Mickaël Marie

président du groupe EELV au conseil régional de Basse-Normandie

Contact pour la Haute-Normandie : David Cormand, 06 28 19 46 81

12, avenue Aristide Briand 76000 Rouen – Tel: 02.35.89.01.75 – Fax: 02.35.70.98.02 courriel: europeecologie.crhn@wanadoo.fr – site web: http://eecrhn.free.fr